

2 décembre 2013 / N° 123 - Conflits liés aux ressources naturelles

## KOFF – swisspeace

- Mise en œuvre de l'approche sensible aux conflits dans le secteur agroalimentaire
- Examen de sensibilité aux conflits pour une entreprise de la filière du bois dans le bassin du Congo
- Cours de formation du KOFF sur les conflits liés aux ressources naturelles
- Intégrer l'aspect genre dans le New Deal
- Table ronde du KOFF sur la situation politique actuelle en Égypte

## Point fort

- Prévenir les conflits et promouvoir la paix grâce à la gouvernance des ressources naturelles

## Nouvelles d'ONG suisses

- Pillage de ressources naturelles devant la justice
- Mouvement de résistance pacifique à l'exploitation d'une mine d'or au Guatemala
- Formation continue pour améliorer les capacités de leadership dans la promotion de la paix

## Nouvelles des services gouvernementaux suisses

- Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme
- Directives pour la protection des défenseurs des droits de l'homme

## Sur le Web

- Plate-forme sur les ressources naturelles et la promotion de la paix

## Publications

- Policy Briefs sur la promotion de la paix et la gestion des ressources en zones de conflit

## Organisations internationales partenaires

## Manifestations

Éditeur:  
Centre pour la promotion  
de la paix (KOFF)  
Sonnenbergstrasse 17  
CH - 3000 Bern 7  
Tel: +41 (0)31 330 12 12  
[www.koff.ch](http://www.koff.ch)

## Éditorial

Les approches choisies par les membres du KOFF pour traiter et prévenir les conflits liés aux ressources naturelles sont aussi diverses que les matières premières elles-mêmes. Dans le présent numéro, des organisations étatiques présentent les principes volontaires pour la sécurité et les droits de l'homme, des nouvelles directives pour la protection des défenseurs des droits de l'homme et une exposition brochant le portrait de défenseurs des droits humains en zones riches en matières premières. Différentes ONG décrivent des mouvements de protestation pacifiques contre l'exploitation aurifère au Guatemala, relatent l'enquête pénale contre une entreprise suisse de raffinage d'or accusée de complicité de pillage dans une zone de conflit mais aussi la collaboration avec une entreprise de la filière du bois dans le bassin du Congo.

L'objectif de toutes ces approches est de prévenir les conflits violents liés aux ressources naturelles et de résoudre durablement les conflits existants. Le point fort reprend également ce thème : des experts du PNUE analysent dans leur contribution le potentiel de promotion de la paix des ressources naturelles et relèvent qu'une bonne gouvernance et une gestion adéquate des ressources naturelles peuvent mener à la paix et au développement.

Lukas Krienbuehl

Rédacteur

## KOFF – swisspeace

### Liens

- [swisspeace: Business & Peace](#)
- [International Alert](#)
- [Point fort](#)

### Mise en œuvre de l'approche sensible aux conflits dans le secteur agroalimentaire

La hausse des prix, de grands projets d'investissement dans les biocarburants et l'opinion selon laquelle les investissements du secteur privé sont indispensables à la sécurité alimentaire mondiale ont suscité un intérêt marqué pour les investissements agroalimentaires. L'augmentation récente des investissements fonciers de ce secteur soulève pourtant des questions, car certains investissements n'ont pas été synonymes de développement économique mais plutôt d'expropriations et de conflits. De nombreux investissements fonciers se font dans des États fragiles: l'absence de gouvernance, de transparence et de mécanismes de contrôle conduisent souvent à ignorer la propriété foncière traditionnelle et les droits fonciers des petits paysans.

Même si les questions foncières ne sont pas la seule cause de conflit en lien avec les investissements agroalimentaires privés, ils restent néanmoins dominants. Le droit d'utilisation de l'eau, les dommages écologiques ou les espoirs déçus par rapport aux attentes de nouveaux emplois ou de nouvelles infrastructures sont en effet d'autres sources potentielles de conflit. Cela peut être le résultat d'une communication erronée, de l'absence de mesures d'accompagnement social ou simplement d'une mise en œuvre des investissements agricoles plus lente que prévue.

En collaboration étroite avec International Alert, swisspeace mène un projet visant à mettre en œuvre des approches sensibles aux conflits dans le secteur agroalimentaire. Cette initiative offre un aperçu et analyse les directives et les principes déjà existants pour les investissements agroalimentaires responsables et la gouvernance des investissements fonciers à grande échelle. Elle propose de surcroît une étude du potentiel de conflit et de paix des investissements agroalimentaires. En se basant

Complément d'information :  
swisspeace [Andrea Iff](#)

sur des recherches documentaires et des études sur le terrain en Colombie et au Soudan du Sud, le projet analyse l'influence d'investissements agroalimentaires sur les conflits notamment liés à la terre, ainsi que les possibles contributions de tels investissements à la promotion durable de la paix. 17.11.2013

## Liens

- [swisspeace: Business & Peace](#)
- [Danzer](#)

Complément d'information :  
swisspeace [Andrea Iff](#)

## Examen de sensibilité aux conflits pour une entreprise de la filière du bois dans le bassin du Congo

swisspeace a procédé à un examen de la sensibilité aux conflits pour Danzer dans le bassin du Congo et a formulé des recommandations pour la prévention et la réduction des conflits. C'était la première fois que swisspeace appliquait sa méthode de sensibilité aux conflits au secteur privé. Cette analyse a permis d'examiner le contexte dans lequel travaille Danzer, d'identifier les interactions de l'entreprise avec le contexte conflictuel et de développer des stratégies pour réduire les tensions. swisspeace a identifié trois éléments clés de conflit : premièrement, la fragilité des structures étatiques qui affecte l'entreprise dans son fonctionnement. Deuxièmement, la faiblesse des forces de sécurité a une incidence sur l'entreprise qui est dépendante de ces forces pour la sécurité mais n'a pas de garanties que les forces de sécurité ne commettent pas de violations aux droits humains. Finalement, la structure hiérarchique de la société fait que ses membres ne profitent pas tous des projets de développement de l'entreprise.

swisspeace a rédigé un manuel exhaustif décrivant des stratégies concrètes de résolution des conflits. Il contient des directives sur les rapports qu'entretient l'entreprise avec ses collaborateurs et ses partenaires contractuels, avec les institutions publiques et les communautés locales. Les besoins spécifiques des différents acteurs sont examinés en détails. Le manuel formule aussi des recommandations générales sur les mécanismes de résolution de conflits s'aggravant entre les entreprises et les communautés locales. Il fournit en outre des informations utiles aux entreprises sur des mécanismes de plainte et de recours afin de prévenir toute escalade des conflits. Une autre partie du projet a servi à l'examen de la mise en œuvre d'engagements sociaux contractés vis-à-vis des communautés à Bumba, y compris à Yasilika, en lien avec une concession antérieure d'abattage de bois dans la région. Une synthèse de cet examen et le manuel seront prochainement accessibles publiquement. 18.11.2013

## Liens

- [Point fort](#)
- [Environmental Peace-building](#)
- [Approche sensible aux conflits dans le secteur agroalimentaire](#)
- [Série de cours de formation 2013/14 du KOFF](#)
- [International Day for Preventing the Exploitation of the Environment in War and Armed Conflict](#)

Complément d'information :  
KOFF [Anna Leissing](#)  
(tables rondes sur les  
conflits liés aux ressources)  
[Franziska Sigrist](#)  
(formations)

## Cours de formation du KOFF sur les conflits liés aux ressources naturelles

Les ressources naturelles, y compris la terre, les matières premières non renouvelables et renouvelables revêtent une importance cruciale dans les contextes fragiles. Selon les Nations Unies, 80 % des États dits fragiles ont davantage de matières premières que la moyenne mondiale, alors que 40 % des conflits armés depuis 1950 ont un lien avec les ressources naturelles. Les questions relatives à la propriété de telles ressources, à l'accès et à leur gestion alimentent souvent les conflits dans ces contextes mais offrent aussi des opportunités pour la consolidation de la paix et le développement.

Du 6 au 8 novembre, le cours de formation du KOFF sur les conflits liés aux ressources conduit par Oli Brown, David Jensen et Nicolás Cisneros du programme de coopération environnementale pour la consolidation de la paix du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a permis à des spécialistes de la coopération au développement, des droits humains et de la promotion de la paix de comprendre en profondeur les rapports entre ressources naturelles, conflits et consolidation de la paix. Les participant-e-s ont analysé les causes et les conséquences des conflits liés aux ressources naturelles et ont exploré diverses stratégies de transformation et de prévention des conflits au niveau local, national et international. À l'appui de cas concrets, ils ont discuté du rôle du secteur privé dans les États fragiles et en proie aux conflits. Les exemples de mines d'or au Pérou et au Guatemala ont illustré l'importance de la participation locale aux processus de décision et ont mis le doigt sur la problématique de la répartition inégale des bénéfices et de l'impact négatif de l'extraction de matières premières. Les possibilités de coopération ainsi que les rapports de force dans les conflits liés aux ressources ont été mis en évidence par l'exemple de la gestion transfrontalière de l'eau entre l'Iran et l'Afghanistan. Le Centre pour la promotion de la paix (KOFF) prévoit d'autres cours de formation et des tables rondes qui approfondiront certains aspects de cette thématique.

08.11.2013

## Liens

- [New Deal for Engagement in Fragile States](#)
- [Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU](#)
- [Critical Reflection. 2013: The New Deal and the Role of Civil Society.](#)
- [Cordaid. 2013. Gender Inequality and Fragility in the post-MDG Framework. Policy Paper.](#)

## Intégrer l'aspect genre dans le New Deal

2015 est l'année butoir pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La fragilité et l'inégalité entre les hommes et les femmes sont des obstacles majeurs à l'atteinte de ces objectifs. Ces facteurs mettent même en péril les progrès accomplis. L'inégalité entre les hommes et les femmes est particulièrement criante dans les États fragiles : des statistiques montrent que le taux de scolarisation et la participation des femmes et des jeunes filles sont plus faibles dans ces États en comparaison à d'autres pays en développement. De récentes recherches confirment les liens entre l'égalité des sexes, la promotion de la paix et le renforcement de l'État. L'intégration de l'aspect genre dans le cadre de développement post-2015 est donc cruciale pour le bon fonctionnement des États, tant pour les femmes que les hommes.

La perspective de genre fait jusqu'ici largement défaut dans le processus du New Deal. La phase de mise en œuvre actuelle offre toutefois une opportunité pour faire avancer l'agenda sur les femmes, la paix et la sécurité. Comme nouveau paradigme

- [Cordaid. 2012. Integrating Gender into the New Deal for Engagement in Fragile States. Policy Paper.](#)
- [Castillejo, C. 2011. Building a State that Works for Women.](#)
- [UN Women. 2012. Sourcebook on Women, Peace and Security.](#)

Complément d'information :  
KOFF [Alexandra Pfefferle](#)

de développement dans les États fragiles et conflictuels, le New Deal permet aussi une mise en œuvre renforcée de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU et des résolutions subséquentes, sans pour autant devoir réinventer la roue. Intégrer une perspective de genre dans le New Deal est ainsi capital compte tenu des engagements concernant l'inclusion, la participation et l'égalité des sexes.

Après les discussions de la dernière table ronde sur le « New Deal et le rôle de la société civile », le KOFF a organisé une deuxième rencontre visant à renforcer le dialogue entre les acteurs suisses de la coopération au développement et de la promotion de la paix. Le but de cette deuxième table ronde était de définir une approche coordonnée et cohérente permettant d'intégrer l'aspect genre dans le New Deal. Avec Dewi Suralaga de Cordaid et la conseillère indépendante Karen Barnes, auteures de deux rapports sur le genre, la fragilité et le développement, des organisations étatiques et non gouvernementales ont débattu des approches pour la mise en place de mesures concrètes. Une publication reprenant les résultats de ces débats sous la forme d'une *Critical Reflection* sera bientôt disponible en ligne.

02.11.2013

## Liens

- [Table ronde du KOFF](#)

Complément d'information :  
swisspeace [Anita Müller](#)

## Table ronde du KOFF sur la situation politique actuelle en Égypte

Fin octobre, une délégation de personnalités égyptiennes a parcouru l'Europe pour rencontrer des gouvernements, des ONG et des organisations internationales. Les membres de cette délégation, comprenant des journalistes, des avocats et des militant-e-s politiques, étaient tous fermement opposés au putsch du 3 juillet 2013. Leur vocation était d'exposer leur avis sur la destitution de Mohammed Morsi et d'informer sur la situation actuelle dans le pays au niveau sécuritaire et des droits humains.

Le Centre pour la promotion de la paix (KOFF) a profité de l'occasion et a invité trois membres de la délégation et plusieurs représentant-e-s d'organisations étatiques et non gouvernementales suisses pour discuter de la situation actuelle et des issues possibles à la crise politique en Égypte. Dans la première partie de la discussion, les invité-e-s égyptiens ont expliqué comment ils percevaient la destitution de Mohammed Morsi du 3 juillet 2013. Selon eux, il aurait été renversé non pas à cause de la pression de la rue mais avant tout par un coup militaire prévu de longue date. Ils ont aussi attiré l'attention sur la situation qui se dégrade en matière de droits humains et sur les restrictions aux libertés d'expression et de presse en Égypte. Pour les hôtes égyptiens, ces développements mettent en évidence que les événements du 3 juillet sont tout sauf un pas vers le « parachèvement de la révolution » et vers la démocratisation de l'Égypte mais plutôt un signe du renforcement de « l'État profond » et de l'ancien régime autour de Hosni Moubarak. La seconde partie de la table ronde a suscité le débat sur une possible sortie de la crise politique. Un appel a été lancé à la communauté des États européens pour qu'elle ne soutienne pas des élections qui ne seraient pas accompagnées d'un processus démocratique crédible. En outre, la jeunesse et les organisations non gouvernementales ont été identifiées comme les acteurs qui devraient être renforcés pour surmonter la crise politique et la polarisation actuelle.

04.11.2013

## Point fort

### Liens

- [UNEP: Environmental Cooperation for Peacebuilding](#)
- [UN Environment Programme. 2009. From Conflict to Peacebuilding: The Role of Natural Resources and the Environment. UNEP: Geneva.](#)
- [UNEP. 2013. Governance for Peace over Natural Resources: A Review of Transitions in Environmental Governance Across Africa as a Resource for Peacebuilding and Environmental Management in Sudan. UNEP: Geneva.](#)
- [Global Research Programme on Natural Resources and Peacebuilding.](#)
- [UN Country Team in Afghanistan. 2013. Natural Resource Management and Peacebuilding in Afghanistan. UNEP: Geneva.](#)
- [United Nations Security Council Committee. 2013. Letter from the Chair of the Security Council Committee pursuant to resolution 1572 \(2004\) concerning Côte d'Ivoire.](#)

## Prévenir les conflits et promouvoir la paix grâce à la gouvernance des ressources naturelles

**Les ressources naturelles comme la terre, l'eau, le bois, le pétrole et les matières premières agricoles peuvent jouer un rôle considérable dans les conflits violents. La richesse en ressources naturelles est pourtant aussi susceptible de favoriser la stabilité, la paix et le développement. Les ressources naturelles représentent donc un danger ou une opportunité : le résultat dépend surtout de la qualité de leur gouvernance. C'est pourquoi le présent article livre les dernières connaissances sur la gouvernance des ressources dans les États fragiles.**

La gouvernance des ressources naturelles est définie comme l'ensemble des normes, règles, institutions et capacités régissant les actions et interactions du gouvernement, de la société civile et du secteur privé dans le domaine des ressources naturelles (UNEP, 2013). Compte tenu des troubles que ces ressources peuvent déclencher, leur bonne gouvernance est décisive pour la stabilité, la paix et le développement dans les États fragiles et en proie aux conflits. Les six piliers de la gouvernance des ressources présentés ci-après peuvent aider à prévenir l'éclatement de conflits violents liés aux ressources naturelles tout en favorisant la stabilisation et la consolidation de la paix.

### 1. Orientation et vision

Les ressources naturelles peuvent contribuer aux conflits lorsque divers acteurs nourrissent des attentes divergentes quant à l'utilisation et à la répartition des recettes issues de l'exploitation des ressources. Des plans de développement nationaux n'appuyant pas sur des informations précises en termes de qualité et de quantité des ressources naturelles peuvent susciter de faux espoirs et provoquer des tensions supplémentaires. Dans l'idéal, les plans nationaux incitent au dialogue, créent une base de confiance et développent une vision commune quant à la manière de répartir et réinvestir les recettes supplémentaires obtenues. Les États devraient s'abstenir d'agir sans orientation stratégique claire. Une analyse des risques et des chances liés aux ressources naturelles en Afghanistan a montré que, jusqu'à la fin 2012, plus de 212 licences minières avaient été signées sans que le pays se dote de mécanismes de gestion adéquats ou de stratégies précisant la clé de répartition des revenus dégagés entre les différentes régions du pays pour renforcer la réconciliation et la paix.

### 2. Cadre institutionnel et juridique

Un cadre institutionnel et juridique inexistant ou inadéquat est une cause fréquente de conflits liés aux ressources naturelles. Le flou juridique sur les droits de propriété et les responsabilités est synonyme d'exigences contradictoires, encourageant la recherche du profit et les activités illégales. Un des principaux défis consiste à clarifier le rapport entre les systèmes juridiques traditionnels et les lois codifiées, y compris les mécanismes de recours et de résolution des conflits nécessaires. Un cadre légal faible ne peut pas empêcher des conséquences sociales et écologiques négatives le long de la chaîne de production et menace donc les bases d'existence et

- [Natural Resource Charter. 2012. Collecting, Organizing and Delivering Information on the Extractive Sector: Sierra Leone's Concessions Management System. Natural Resource Charter: London.](#)
- [UN Environment Programme et al. 2013. Women and Natural Resources: Unlocking the Peacebuilding Potential.](#)
- [Forest Transparency. 2010. Annual Transparency Report: Liberia Indicators 2010.](#)

la santé de la population. L'inexistence de dispositions de dédommagement claires peut aussi engendrer des tensions. Le Soudan du Sud s'efforce donc d'améliorer ses mesures de protection environnementale en développant son secteur pétrolier : il s'est en effet doté d'un cadre juridique et institutionnel adéquat définissant clairement les droits et les responsabilités des acteurs en présence et prévoyant un mécanisme de recours.

### **3. Capacités de l'État**

La faiblesse d'un État peut favoriser l'exploitation illégale des ressources naturelles et encourager des systèmes de taxation parallèles et les pillages. Une telle situation peut à son tour saper la légitimité d'un gouvernement et sa capacité à protéger les droits de ses citoyens, à fournir des services de base et à redistribuer les recettes du secteur des ressources. Seul un État présent partout sur son territoire peut faire respecter l'état de droit dans le secteur des ressources naturelles. Pour cela, il faut des gouvernements redevables, dotés de capacités techniques adéquates et de moyens financiers suffisants. La Côte d'Ivoire, par exemple, dispose certes d'un bon cadre légal pour la gestion de ses ressources naturelles mais le gouvernement n'a pas suffisamment de capacités de mise en œuvre. Son autorité est trop faible dans nombre de zones riches en ressources : des sommes énormes échappent ainsi à l'économie ivoirienne à cause de la contrebande et des activités illégales.

### **4. Transparence et redevabilité**

La corruption dans le secteur des matières premières est une cause fréquente de conflits. Souvent, elle détourne des recettes du secteur des ressources naturelles pour servir le profit individuel ou financer des groupes armés. La corruption et l'inefficacité ne peuvent être battues en brèche que si les recettes publiques sont impossibles à dissimuler et que l'argent est effectivement investi dans le développement de manière transparente. La Sierra Leone a intégré la transparence comme principe fondamental du développement de son secteur des matières premières. Un cadastre en ligne du secteur minier fournit des informations actuelles sur les ressources naturelles en main des pouvoirs publics. Les États peuvent, en outre, recevoir de meilleures offres à des conditions plus justes, si les entreprises doivent passer par des procédures transparentes d'appel d'offres publiques.

### **5. Participation publique aux décisions**

Exclure les communautés locales des décisions peut conduire à des tensions, ce qui est susceptible de nuire à la légitimité du gouvernement et de provoquer des résistances. La prévention des conflits et les stratégies de promotion de la paix en lien avec les ressources naturelles devraient donc être renforcées par des processus de consultation publique intégratifs pour le développement de la politique nationale en matière de ressources, ainsi que par des consultations sur les sites d'exploitation. Une disposition légale obligeant les entreprises à obtenir l'approbation préalable, volontaire et informée des communautés concernées avant toute exploration et exploitation de ressources constitue un fondement important à cet égard. De tels processus de participation peuvent renforcer la légitimité du gouvernement aux yeux de la population, encourager l'ouverture et le dialogue et stimuler la confiance. La constitution du Libéria exige la participation la plus large possible de la population dans les questions de gestion des ressources naturelles. Selon

Les auteurs remercient Oli Brown et Carl Bruch pour leurs apports et commentaires constructifs à cet article. L'approche se base sur le programme de recherche conjoint du PNUE, de l'Environmental Law Institute (ELI) et d'autres organisations internationales.

Complément d'information :  
Programme des Nations  
Unies pour l'environnement  
[David Jensen](#)  
[Nicolas Cisneros](#)

la loi libérienne d'exploitation forestière, il est nécessaire d'obtenir l'approbation préalable, volontaire et en connaissance de cause des communautés concernées avant toute exploitation économique.

## 6. Répartition équitable des bénéfices

Les États minimisent le risque de conflits violents lorsque les bénéfices du secteur des ressources sont partagés équitablement entre divers groupes ou régions : cela permet de réduire les inégalités horizontales et les tensions ethniques. La remarque vaut non seulement pour les recettes directes mais aussi pour l'accès aux emplois et aux services de base découlant de l'exploitation des ressources. Le gouvernement devrait aussi s'efforcer d'atténuer la différence verticale de revenus. La Côte d'Ivoire entreprend des démarches à grande échelle pour maximiser les recettes tirées de ses ressources naturelles en encourageant l'approvisionnement sur place et en renforçant les capacités locales pour la transformation et le traitement des matières premières. Le problème de la répartition des recettes entre différentes régions n'est en revanche presque pas abordé.

La violence armée en lien avec des ressources naturelles a des causes multiples. Il est cependant possible d'atténuer le risque de conflit lorsque la gouvernance des ressources naturelles est transparente, inclusive et juste. Elle doit aussi être portée par une vision nationale, des lois claires et la capacité de faire triompher le droit. Même si aucun État fragile ou en proie à des conflits n'a introduit l'ensemble de ces piliers de la bonne gouvernance des ressources naturelles, des progrès importants sont à signaler dans les divers pays. Les États sortant d'un conflit sont aussi de plus en plus conscients que ces piliers sont interdépendants : la mise en œuvre exhaustive de l'approche est par conséquent incontournable. 11.11.2013

## Nouvelles d'ONG suisses

### Liens

- [Stop pillage](#)
- [Film sur la campagne](#)
- [TRIAL](#)

### Pillage de ressources naturelles devant la justice

Le 4 novembre dernier, le Ministère public de la Confédération annonçait qu'il ouvrait une enquête à l'encontre d'Argor-Heraeus SA, l'une des plus importantes raffineries d'or au monde, soupçonnée de blanchiment aggravé de matières premières et de complicité de crimes de guerre. Cette enquête pénale fait suite à une dénonciation déposée par TRIAL (Track Impunity Always). Elle repose sur de nombreux documents recueillis par Kathi Lynn Austin, ancienne experte des Nations Unies et aujourd'hui directrice de l'ONG Conflict Awareness Project (CAP). Son enquête a permis de démontrer qu'entre 2004 et 2005, Argor-Heraeus SA a raffiné près de trois tonnes d'or provenant d'une zone de conflit au nord-est de la République démocratique du Congo. Cet or servait à financer un groupe rebelle. L'entreprise suisse a répondu avoir déjà été blanchie de ces accusations par le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et la FINMA. Mais l'enquête est aujourd'hui différente : Argor-Heraeus SA est maintenant suspectée, sur le plan pénal, de complicité de pillage dans le cadre d'un conflit armé et de blanchiment de matières premières issues du pillage, selon le droit suisse.

Cette affaire s'inscrit dans l'effort plus large entrepris par de nombreuses ONG pour mieux réglementer le commerce des ressources naturelles, à l'origine de nombreux



Complément d'information :  
TRIAL [Chloé Bitton](#)

conflits armés. Le trafic illicite du coltan, de l'or, des diamants et du cuivre continue à alimenter les hostilités, en République démocratique du Congo notamment. Or ces transactions de l'ombre nécessitent aussi des commerçants, des banquiers, des avocats et des entreprises de raffinage qui contribuent à transformer les matières premières pillées et illicites et à les réinjecter en toute légalité sur le marché.

L'ouverture de cette enquête marque un tournant historique dans le traitement des crimes de guerre. Depuis plus de 150 ans, le pillage dans le cadre d'un conflit armé est reconnu comme crime de guerre, mais la plupart des procédures pénales ont jusqu'ici été engagées contre des individus (Charles Taylor notamment). Aucune entreprise n'a, à ce jour, été jugée pour complicité de pillage depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'enquête récemment ouverte à l'encontre d'Argor-Heraeus SA est une première mondiale qui vient rappeler aux entreprises qu'elles peuvent, elles aussi, avoir à rendre des comptes. 05.11.2013

#### Liens

- [PBI Suisse](#)
- [PBI Facing Peace](#)
- [Boletín popular de PBI-Guatemala \(en espagnol\)](#)

Complément d'information :  
PBI Suisse  
[Samanta Siegfried](#)

## Mouvement de résistance pacifique à l'exploitation d'une mine d'or au Guatemala

Le prix de l'or a augmenté de 440 pourcents depuis 2003. La population rurale guatémaltèque vivant près de gisements d'or est directement touchée par cette flambée du prix de ce métal précieux. Lorsque l'on demande à la population locale de choisir entre l'or et l'eau, elle opte pour cette dernière et s'oppose à l'exploitation de gisements aurifères. Dès l'année 2000, la société canadienne Radius Gold Inc. a exprimé son intérêt pour la zone de San José del Golfo et de San Pedro Ayampuc, à 30 kilomètres de la capitale guatémaltèque. L'entreprise a reçu sa licence d'exploitation fin 2011 puis l'a transmise à la société américaine Kappes, Cassiday & Associates. Seule une petite partie de la population, déjà acquise à l'idée du projet, a été informée de ces développements. La plupart des gens sont conscients de l'immense consommation d'eau et des dommages environnementaux liés à l'extraction de l'or. Pour les travaux d'exploitation, par exemple, des tonnes de terre doivent être excavées, des arbres abattus et les besoins en eau douce sont énormes. L'avis selon lequel il est possible de vivre sans or mais pas sans eau est largement répandu parmi les populations locales. Lorsque les premières excavatrices sont arrivées à l'entrée du village de La Puya en mars 2012, les habitant-e-s bloquèrent le passage. Depuis lors, ils restent là, jour et nuit, sans laisser passer les machines. Ils ont appelé leur mouvement de protestation « La Resistencia pacífica y legal de La Puya ». Le nom rappelle leurs principes: non-violence et légalité. Car même si les protestataires sont régulièrement en butte aux intimidations et aux violentes attaques des forces de sécurité, ils demeurent fidèles au principe de la non-violence. Ils restent simplement sur place, cuisinent, font de la couture et chantent. Depuis novembre 2012, une équipe de bénévoles des Brigades de Paix Internationales (PBI) accompagne ce mouvement de résistance. L'observation internationale protège les protestataires de violations des droits humains et veut aussi encourager le dialogue entre les parties en conflit. 17.11.2013

## Liens

- [GCSP](#)
- [5<sup>th</sup> Senior-Level Peacebuilding Course: Enhancing Leadership for Peacebuilding](#)

Complément d'information :  
GCSP [Carlotta Ferrero](#)

## Formation continue pour améliorer les capacités de leadership dans la promotion de la paix

À la fin octobre, des spécialistes internationaux de la promotion de la paix se sont réunis cinq jours durant au Centre de politique de sécurité à Genève (GCSP) pour échanger sur leur compréhension de la promotion durable de la paix et du leadership, et partager leurs expériences. Les 21 participant-e-s à ce cours travaillent dans des organisations internationales, des gouvernements et au sein de la société civile dans 17 pays d'Asie, du Proche-Orient, d'Afrique, d'Europe et aux États-Unis. Même si le savoir sur la promotion de la paix se multiplie, le flou demeure sur ce qui la rend véritablement efficace. L'élaboration de stratégies de paix efficaces est déterminante, mais la personnalité des spécialistes est aussi cruciale pour la mise en œuvre. Pourtant, le savoir disponible sur le leadership en situation de conflits met du temps à pénétrer le domaine de la promotion de la paix. Le cours en question se concentre donc sur divers styles et qualités de leadership qui permettent de gérer efficacement les problèmes liés à la promotion de la paix.

Cette formation continue est conçue selon le principe de l'entonnoir. Après un aperçu conceptuel initial de la promotion durable de la paix, elle s'intéresse aux dynamiques de groupe et à leurs dimensions interculturelles spécifiques. Finalement, elle aborde aussi le niveau individuel du leadership dans la promotion de la paix et analyse les défis personnels. Le cours offre un climat favorable aux échanges et à l'exploration de divers styles de leadership. Les thèmes de la collaboration et du leadership conjoint en zones de conflits armés ont occupé une place particulière. La présence de 7 experts pour les 21 participants pendant tout le cours a permis un encadrement individuel par des personnes expérimentées et reconnues de la promotion de la paix. Ainsi, le cours a offert un environnement d'apprentissage dynamique et stimulant. À côté de cet encadrement intensif des participants, diverses contributions, le développement des capacités et les exercices pratiques ont enrichi les séances traditionnelles en plénière et en groupes.

En collaboration avec Interpeace, le GCSP a tenu cette cinquième édition du Senior-Level Course on Enhancing Leadership for Peacebuilding avec le soutien de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), sur mandat du Département fédéral des affaires étrangères. 02.11.2013

## Nouvelles des services gouvernementaux suisses

### Liens

- [Principes volontaires](#)
- [DFAE: Principes volontaires](#)
- [Principes Directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme](#)

Complément d'information :

DFAE

[Rémy Friedmann](#)

[Tamara Wiher Fernandez](#)

### Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme

Les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme (PV) sont une initiative lancée en 2001 par des gouvernements, des entreprises du secteur extractif et de l'énergie et des organisations non gouvernementales. Les PV encouragent les entreprises à évaluer les risques et à prendre les mesures qui s'imposent pour que les sociétés de sécurité, les forces militaires et de police qui assurent leur sécurité respectent les droits de l'homme. La prise en compte et l'atténuation des risques liés à la sécurité et aux droits de l'homme sont particulièrement importantes dans les contextes de conflits armés ou d'instabilité typiques dans certaines régions riches en ressources naturelles.

La Suisse est membre à part entière de l'initiative des PV depuis 2011 et a repris la présidence de l'initiative en mars 2013 pour une année. La prochaine réunion plénière sera organisée à Genève les 26 et 27 mars 2014. L'objectif principal de la présidence suisse est de contribuer à renforcer la mise en œuvre des PV sur le terrain ainsi que la responsabilisation de l'initiative et de ses participants. À cet effet, la Suisse a récemment facilité la négociation d'une stratégie 2013-2016 qui est actuellement en discussion entre les participants.

La Suisse diffuse les Principes volontaires auprès des entreprises extractives suisses ainsi que des gouvernements d'États riches en ressources naturelles comme le Pérou, la République démocratique du Congo et la Mongolie pour les convaincre d'adhérer à l'initiative. La dimension multipartite de l'initiative des Principes volontaires contribue à promouvoir le partage des meilleures pratiques et permet de participer à un processus collectif d'apprentissage et de résolution des problèmes. De plus, les PV peuvent constituer un outil pour la mise en œuvre du principe du devoir de diligence promu par les Principes Directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

20.11.2013

### Liens

- [Exposition Faces of Human Rights Defenders and the Extractive Industry](#)
- [Festival du film et forum international sur les droits humains \(FIFDH\)](#)
- [Manifestations](#)

### Directives pour la protection des défenseurs des droits de l'homme

Le respect et la promotion des droits humains font partie des priorités de la politique extérieure de la Suisse. En s'engageant pour le respect des droits humains et des libertés fondamentales, les défenseurs des droits de l'homme apportent une contribution essentielle à la mise en œuvre des normes internationales en matière de droits humains. Lors du vernissage de l'exposition *Faces of Human Rights Defenders and the Extractive Industry*, organisée au Schiffbau de Zurich, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) lance le 10 décembre 2013 lors de la Journée internationale des droits de l'homme ses directives pour la protection des défenseurs des droits de l'homme. Ces directives visent avant tout à améliorer la protection des défenseurs. Grâce à des stratégies concrètes, elles

- [DFAE: Droits de l'homme](#)

Complément d'information :  
DFAE [Corrina Morrissey](#)

doivent encourager une approche cohérente au sein du DFAE dans les rapports avec les défenseurs des droits de l'homme et rendre tous les collaboratrices et collaborateurs des représentations suisses à l'étranger attentifs aux défis quotidiens des défenseurs des droits humains.

L'exposition *Faces of Human Rights Defenders and the Extractive Industry* trace le portrait de défenseurs des droits de l'homme qui s'engagent pour le respect de ces droits en lien avec l'industrie des matières premières. Le DFAE offre ainsi aux personnes concernées une plate-forme pour présenter leurs activités au grand public. En même temps, l'attention internationale accrue doit améliorer la sécurité de ces acteurs des droits humains dans leurs pays d'origine. L'exposition s'inscrit dans le cadre du Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH), lequel a lieu pour la première fois en Suisse alémanique également, après onze éditions réussies à Genève. 25.11.2013

## Sur le Web

### Info

- [Environmental Peacebuilding](#)

### Plate-forme sur les ressources naturelles et la promotion de la paix

Mis en ligne en novembre, le site web [environmentalpeacebuilding.org](http://environmentalpeacebuilding.org) offre un accès gratuit à de nombreuses études de cas, de supports de formation et d'exemples positifs portant sur le rôle des ressources naturelles dans la promotion de la paix. La gestion adéquate de telles ressources peut contribuer à éviter les conflits et à les résoudre. Des approches ciblées aident les communautés affectées par des conflits à mieux les surmonter. L'objectif de ce site web est de mettre à disposition des décideurs politiques, des chercheurs et d'autres acteurs de la promotion de la paix le savoir commun pour améliorer les mesures de promotion de la paix par une gestion efficace et adaptée des ressources naturelles. Cela doit permettre d'éviter de futurs conflits liés à ces ressources.

Le site web en question fait partie d'une initiative d'un réseau d'institutions spécialisées conduit par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Environmental Law Institute (ELI), l'université McGill et l'université de Tokyo. Au total, 225 chercheurs internationaux et personnes actives dans la promotion de la paix participent au projet. Six monographies comprenant 150 études de cas et analyses se rapportant à plus de 60 zones de conflit sont le fruit de leur travail. La moitié de ces études et analyses est déjà accessible en ligne.

Les expériences et les avis partagés par les utilisateurs doivent enrichir le savoir disponible. En effet, le site web se veut aussi une plate-forme d'échange et vise à créer un réseau d'institutions et de spécialistes. Les initiateurs entendent ainsi propager les connaissances sur les liens entre les ressources naturelles et la promotion de la paix tout en facilitant l'utilisation de ce savoir. 13.11.2013

## Publications

### Info

- [High-Value Natural Resources and Post-Conflict Peacebuilding. Policy Brief 1. Environmental Law Institute/ UNEP.](#)
- [Assessing and Restoring Natural Resources in Post-Conflict Peacebuilding. Policy Brief 2. Environmental Law Institute/UNEP.](#)
- [Land and Post-Conflict Peacebuilding. Policy Brief 3. Environmental Law Institute/UNEP.](#)
- [Women and Natural Resources: Unlocking the peacebuilding potential.](#)

### Policy Briefs sur la promotion de la paix et la gestion des ressources en zones de conflit

Les Policy Briefs présentés sont tirés d'une série dédiée à la promotion de la paix et à la gestion des ressources naturelles. Ils sont publiés par l'Environmental Law Institute (ELI) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur le site [environmentalpeacebuilding.org](http://environmentalpeacebuilding.org), présenté ci-dessus.

Ces trois publications se basent sur des ouvrages sur la promotion de la paix et les ressources naturelles parus dans le cadre d'une collaboration entre le PNUE et l'Institut ELI. Elles lancent un pont entre la recherche et la pratique et exposent de façon concise les principaux résultats des recherches menées. De plus, elles fournissent une liste de contrôle utile aux acteurs de la promotion de la paix et aux décideurs politiques notamment.

Le premier Policy Brief explore les rapports entre les ressources naturelles précieuses et la promotion de la paix dans les contextes conflictuels. Les auteurs y démontrent que les ressources comme le pétrole, le gaz et les minerais peuvent contribuer à stabiliser une région si des mesures adéquates sont prises. Les auteurs de la deuxième publication analysent la gestion durable des ressources naturelles et plaident pour lier les objectifs de promotion de la paix à ceux de l'exploitation durable de telles ressources. Tant les questions environnementales que celles liées aux ressources recèlent un fort potentiel de consolidation de la paix puisque leur gestion appropriée favorise le développement économique, les revenus gouvernementaux et les moyens d'existence. L'accès à la terre, son utilisation et la propriété de la terre sont au cœur du troisième Policy Brief. La terre et sa gestion sont des fréquentes causes de conflit. Il est d'autant plus important d'intégrer cet aspect dans les programmes de promotion de la paix et de résoudre les problèmes les plus urgents y liés. Dans un récent rapport enfin, les Nations Unies scrutent le rôle des femmes dans la gestion des conflits liés aux ressources naturelles.

14.11.2013

## Organisations internationales partenaires

### Info

Cette rubrique propose des nouvelles émanant de dix organisations partenaires

- [Berghof Foundation](#)
- [CDA Collaborative Learning Projects](#)
- [Conciliation Resources](#)

### International Alert

- Un [nouveau rapport](#) d'International Alert explore les liens entre crime organisé et fragilité par rapport à la mise en œuvre du New Deal. Ce type de criminalité détériore les relations déjà tendues entre la société et l'État. L'existence du crime organisé dans des pays ne souffrant pas de structures étatiques fragiles soulève également des questions. Cette publication entend donc proposer des pistes de réflexion sur les liens au niveau conceptuel et pratique entre crime, conflit, promotion de la paix et renforcement de l'État.

### GPPAC

- À la mi-novembre à Accra, le Global Partnership for the Prevention of Armed Conflicts (GPPAC) a tenu [une conférence](#) sur l'action préventive et le renforcement des capacités de prévention régionales en Afrique de l'Ouest. La Côte d'Ivoire et

- [EPLO](#)
- [forumZFD](#)
- [FriEnt](#)
- [GIZ](#)
- [GPPAC Foundation](#)
- [International Alert](#)
- [Plattform Zivile Konfliktbearbeitung](#)

la prévention précoce des conflits, nécessaire dès à présent en vue des élections de 2015, ont été au centre de cette réunion. Le Peace Portal propose des articles de [blog sur la conférence](#).

## Berghof Foundation

- En collaboration avec PRIO, la Fondation Berghof a récemment publié un nouveau [Policy Brief](#) dans le cadre du projet de recherche « The Role of Governance in the Resolution of Socioeconomic and Political Conflict in India and Europe ( CORE) » financé par l'Union européenne. Cette publication montre que la communication ouverte et le dialogue récurrent entre divers acteurs dans un environnement conflictuel améliorent les résultats d'initiatives de gouvernance.

## Conciliation Resources

- Conciliation Resources et le Kashmir Initiative Group lance, avec un [rapport conjoint](#), une publication en série avec des informations de fond sur le conflit au Cachemire. Elle analyse par exemple les enjeux internes et externes actuels et identifie des champs d'action possibles.

## Manifestations

### Info

Cette rubrique offre un aperçu des manifestations en relation avec la promotion civile de la paix.

- Le 7 décembre à 13h au cinéma Xenix de Zurich, Femmes de Paix autour du Monde (PWAG), le groupe de travail Suisse-Colombie (ASK), Incomindios et la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF) présentent le film « We Women Warriors ». Il dresse le portrait de trois Colombiennes. Après avoir été victimes de la violence, elles sont devenues des femmes de paix. La projection est suivie d'un débat avec les militantes pour la paix et les droits des femmes Alejandra Miller et Karmen Ramírez. [Informations complémentaires](#).
- Le Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH) se tiendra pour la première fois à Zurich également, après onze éditions couronnées de succès à Genève. Dans le cadre du festival du 9 au 11 décembre, des films sont projetés, des débats organisés et une plate-forme publique offerte à des défenseurs des droits humains. [Informations complémentaires](#).
- Le 10 décembre lors de la Journée internationale des droits de l'homme, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) présente les directives suisses pour la protection des défenseurs des droits de l'homme. À cette occasion, plusieurs manifestations sont prévues : à 14h, le cinéma RiffRaff de Zurich projetera le film « Dirty Paradise » en présence du cinéaste Daniel Schweizer. À 17h, les directives seront lancées au Schiffbau de Zurich tandis que l'exposition « Faces of Human Rights Defenders » sera inaugurée avec un débat public en présence de M. l'ambassadeur Claude Wild, de deux défenseurs des droits de l'homme et de Daniel Schweizer. À 20h au cinéma RiffRaff à nouveau, le film « La Jaula de Oro » sera montré, suivi d'un débat en compagnie de l'ancien conseiller d'État Dick Marty sur la traite des êtres humains. [Informations complémentaires et programme](#).

- L'exposition « State » au musée de l'Élysée à Lausanne montre des photographies impressionnantes que Paolo Woods a ramené de Haïti et qui présentent la vie dans un État fragile. L'exposition dure encore jusqu'au 5 janvier 2014. [Informations complémentaires](#).
- Le cours de formation de trois jours du KOFF sur le thème des « [Droits humains et la transformation des conflits : des concepts vers une pratique commune](#) » a lieu du 29 au 31 janvier 2014. Lors de ce cours tenu en anglais, la formatrice de renommée internationale Michelle Parlevliet soulèvera la question de savoir comment combiner les deux approches. [Inscription](#) jusqu'au 8 janvier 2014.
- Quel est l'impact de la promotion de la paix et comment peut-on le mesurer? Quels sont les défis particuliers liés aux activités dans des contextes fragiles? Qu'est-ce qui caractérise une bonne médiation de paix et comment une société peut-elle gérer des violations graves aux droits humains? La troisième édition du cours de formation post-diplôme en promotion civile de la paix, qui débute en septembre 2014 à la swisspeace Academy à Bâle, abordera ces questions. [Les inscriptions](#) sont ouvertes jusqu'au 31 mai. [Témoignages vidéo](#) d'anciens étudiants, [webinaire](#) et [complément d'information](#).
- Le [calendrier du KOFF](#) fournit toutes les informations sur les tables rondes et les autres manifestations du KOFF.

Éditeur: Centre pour la promotion de la paix (KOFF) / [swisspeace](#)

Adresse: Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH - 3000 Bern 7  
Tel: +41 (0)31 330 12 12; Fax: +41 (0)31 330 12 13

Rédaction: [Lukas Krienbuehl, Damian Kessi](#)

Traduction: [Jean-François Zurbriggen](#)

Layout: [Liliana Rossier](#)

Parution: La newsletter du KOFF paraît le premier de chaque mois (à l'exception du 1<sup>er</sup> août et du 1<sup>er</sup> janvier) en langue allemande, anglaise et française. Elle est distribuée par voie électronique. Tous les numéros déjà parus sont disponibles sous forme de fichiers PDF sur le [site web du KOFF](#).

Les [archives en ligne](#) permettent d'effectuer une recherche par mots-clés dans tous les articles.

KOFF est un programme de swisspeace. Il est soutenu par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes:

- [Action de Carême](#) • [Alliance internationale pour la consolidation de la paix, Interpeace](#) • [Alliance Sud](#) • [Appel de Genève](#)
- [Association pour la démilitarisation](#) • [BAHA'I](#) • [Brücke Le pont](#) • [Caritas Suisse](#) • [cfd](#) • [CIMERA](#) • [Conseil suisse de la paix](#)
- [Croix-Rouge suisse](#) • [DCAF](#) • [Eirene Suisse](#) • [EPER](#) • [Femmes de Paix Autour du Monde](#) • [Femmes pour la Paix Suisse](#) • [Fondation Hironnelle](#) • [Fondation village d'enfants Pestalozzi](#) • [Forum für Friedenserziehung](#) • [Graines de Paix](#) • [Green Cross Suisse](#) • [GSsA](#) • [HELVETAS Swiss Intercooperation](#) • [ICP](#) • [Initiatives et Changement](#) • [Ligue suisse de femmes catholiques](#)
- [Lucerne Initiative for Peace and Security](#) • [Media 21](#) • [medienhilfe](#) • [Medico International Suisse](#) • [MIVA Suisse](#) • [Solidar Suisse](#) • [Organisation suisse d'aide aux réfugiés](#) • [Palmyrah](#) • [Peace Brigades International](#) • [Peace Watch Switzerland](#) • [Quaker United Nations Office](#) • [Swiss Academy for Development](#) • [Service Civil International Suisse](#) • [Société pour les peuples menacés](#)
- [SOS Villages d'enfants](#) • [Swissaid](#) • [TERRE DES FEMMES Suisse](#) • [terre des hommes suisse](#) • [TRIAL](#) • [World Vision Suisse](#)

